



La Gazette du Réseau FAR – Novembre / Décembre 2017

SOMMAIRE

A LA UNE

A la Une

Actualités du Réseau FAR

Actualités des pays membres et plateformes

A lire, à voir

Actualités

A l'Agenda International

offres d'emploi et opportunités

Focus sur le dispositif de formation au Sénégal

Afin de concrétiser le PSE (Plan Sénégal Emergent ; 2014-2018) dans son volet agricole, le Sénégal a mis en place le **Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture sénégalaise (PRACAS)**. Celui-ci s'articule autour d'une nouvelle vision : *"Construire une agriculture compétitive, diversifiée et durable"*. Conscient que l'atteinte des objectifs de ce programme doit impérativement passer par un renouveau de la formation agricole et le renforcement de capacité des acteurs, **le pays souhaite mettre en place un système diversifié d'offres de formations professionnelles et d'incubation des jeunes formés**. Celui-ci sera dicté par les besoins en emplois réels du marché du travail et par la demande socioéconomique des acteurs du territoire.

Le modèle de formation professionnelle agricole au Sénégal est aujourd'hui composé de plusieurs dispositifs publics et privés dont l'une des principales vocations est la formation des techniciens pour l'encadrement des producteurs et de la production. La formation des producteurs agricoles a en réalité été le fait des organisations professionnelles (OP). Les dispositifs de formation professionnelle agricole et rurale sont variés et éclatés dans plusieurs ministères qui en assurent la tutelle. [Découvrez ICI le portrait d'ensemble des écoles et centres de formation agricole et rurale au Sénégal.](#)

La plupart de ces dispositifs de formation professionnelle s'adressent principalement voire exclusivement, au marché du travail "salarisé". Or, le secteur agricole se situe très majoritairement dans le secteur informel, lequel valorise plutôt mal le diplôme acquis. De plus, dans plus de 90% des cas, l'emploi dans le secteur agricole est en réalité de l'auto emploi, et la prise en compte par exemple des profils de chef d'entreprise, chef d'exploitation ou de spécialistes (pépiniériste, responsable protection des cultures, offreurs de services de conseils techniques, etc.) est totalement absente des référentiels et programmes de formation en cours.

En conclusion, la particularité de toutes les offres de formation professionnelle qui eurent naguère un caractère monopolistique (dans le sens où ils constituaient des cas uniques, chacun dans sa spécialité ou domaine de formation) est rompue avec l'intervention massive des universités et la prise de mesures étatiques faisant de l'APC (Approche Par Compétences) la principale, voire l'unique, modalité de formation. Aussi, les acteurs intervenant dans la FAR sont certes nombreux, mais ont du mal à s'organiser et se fédérer dans le Réseau des Acteurs de la Formation Agricole et Rurale du Sénégal **"FARSEN"**. Malgré une existence légale, ce réseau connaît encore des difficultés dans la mise en place et le déroulement de son plan d'actions.

Il est certain qu'une bonne intégration et une meilleure articulation de la FAR dans le PRACAS en cours de concrétisation fera rejaillir un dynamisme sur l'ensemble des acteurs de la FAR au Sénégal.

Souleymane SARR - sleysarr@gmail.com

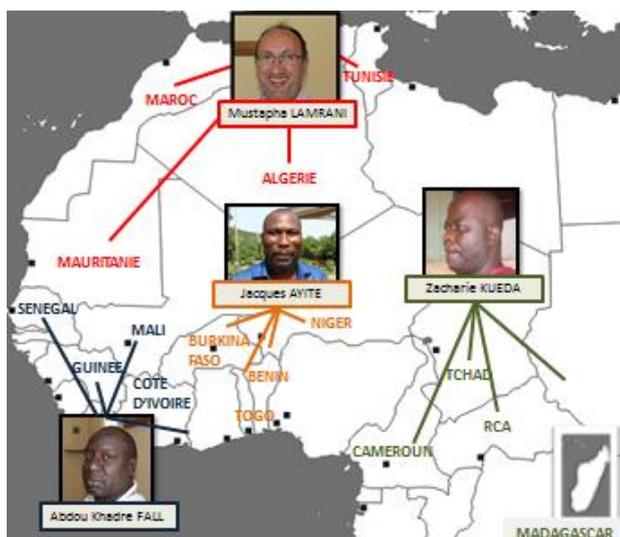
Chargé de Formation au Bureau de la Formation Professionnelle Agricole
Secrétaire Général du FARSEN

ACTUALITÉS DU RÉSEAU INTERNATIONAL FAR

Quatre animateurs sous régionaux rejoignent le Secrétariat Exécutif du Réseau FAR

Suite à la demande de ses membres exprimée en Assemblée Générale, le Réseau FAR a lancé en octobre dernier une campagne de recrutement de quatre (4) animateurs sous régionaux. Celle-ci a rencontré un franc succès, car pas moins de 138 candidatures ont été reçues! Le réseau FAR remercie grandement toutes les personnes qui ont marqué leur intérêt pour ses activités. Après une lecture attentive de chaque dossier, le Bureau et le Secrétariat Exécutif ont fait le choix de retenir les quatre candidats suivants :

- **Mustapha LAMRANI** pour la zone 1 : Algérie, Mauritanie, Maroc, Tunisie ;
- **Abdou Khadre FALL** pour la zone 2 : Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal ;
- **Jacques Agbényigan AYITE** pour la zone 3 : Burkina Faso, Togo, Bénin, Niger ;
- **Zacharie KUEDA** pour la zone 4 : Cameroun, Madagascar, RCA, Tchad.



Le choix de ces candidats a été motivé par un certain nombre de points déterminants dans leurs profils. En effet, ces futurs animateurs ont tous déjà été impliqués au sein du Réseau

International FAR en tant que personne-ressource ou point focal de leur pays. Ils ont donc une connaissance fine de l'histoire, de l'organisation et des missions du réseau International FAR. De plus, de par les postes qu'ils occupent au sein de leurs pays dans les Ministères, Centres de formation ou Dispositifs nationaux de rénovation de la FAR, ces quatre profils ont forgé des connaissances et compétences solides en matière de FAR.

↓ Pour en savoir plus sur les visages et parcours de nos 4 animateurs sous régionaux, [cliquez ICI](#)

Suite à la sélection de leurs candidatures, les quatre animateurs sous régionaux ont été invités à faire part de leurs projets d'animation pour leurs zones respectives, à la lumière du Plan Stratégique du Réseau FAR voté à Lomé en avril 2016.

Du 29 au 31 janvier 2018, le Bureau, le Secrétariat Exécutif élargi ainsi que les quatre animateurs se retrouveront au Maroc pour un atelier de travail. Il sera ainsi question de fixer le calendrier des actions pour l'année 2018, d'échanger sur les missions et les synergies d'actions.

Les études sur les thématiques de FAR sont lancées

L'étude de faisabilité du Master International en Ingénierie de Formation agricole et rurale est bien entamée !

Suite au projet de monter un Master International en Ingénierie de formation au Sud, le Réseau FAR a lancé en avril 2017 [une offre de consultance](#) afin d'étudier la faisabilité de ce Master.

Elle a été remportée par l'[IPAR](#), Initiative Prospective Agricole et Rurale, basée au Sénégal pour la qualité de son offre et l'expérience de cette structure en matière d'Ingénierie de FAR.

Une première réunion de cadrage s'est tenue en septembre dernier avec le Secrétariat Exécutif du Réseau FAR et le Président Pierre Blaise ANGO. Il était question de délimiter le calendrier de travail et de s'accorder sur les exigences attendues et les rendus. La fin de la mission de consultance est prévue pour le mois de février 2018, tout comme le rapport final. Celui-ci sera bien entendu relayé sur le [site internet du réseau FAR](#).

Production de connaissances sur la FAR : une étude lancée, les deux autres en attente

Le Réseau International FAR propose ses TDR pour trois offres de consultance



À l'occasion de l'Assemblée Générale du réseau FAR, tenue à Conakry en Juillet 2017, les membres ont émis le souhait d'étoffer la « boîte à outils » du réseau. Celle-ci met à disposition des ressources et guides méthodologiques à destination des professionnels de la FAR. Trois études ont ainsi été pensées pour venir renforcer l'expertise locale en matière de formation des formateurs et de formation des producteurs :

- Capitalisation des pratiques de formation des producteurs ;
- Quels dispositifs d'insertion des jeunes ? ;
- Quelles sont les conditions clés pour réussir la rénovation des dispositifs de FAR ?

↓ [Consultez les trois offres ICI](#)

L'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement ([Iram](#)), dont l'expertise n'est plus à démontrer, s'est démarqué pour la qualité de son offre sur les dispositifs d'insertion des jeunes. Une réunion de cadrage s'est tenue en septembre entre le SE du réseau FAR et l'IRAM afin d'échanger sur le zonage géographique de l'étude, le calendrier de travail et les livrables attendus. L'IRAM a commencé son étude courant novembre et l'achèvera fin mars 2018.

Les candidatures aux deux autres offres ont été infructueuses. D'autres études seront publiées durant le premier trimestre 2018.

Une première mission de supervision de l'AFD auprès du SE du Réseau FAR

Une première mission de supervision du projet PARFAR à Montpellier

Le 23 novembre dernier, Flavien ANNO, Responsable Équipe Projet à la Division Éducation, Formation, Emploi (EDU) de [l'Agence Française de Développement](#) (AFD) a mené une mission de supervision du Projet d'« Appui au Réseau International pour la Formation Agricole et Rurale » (PARFAR). Flavien ANNO assure désormais la co-chefferie de ce projet avec Zacharie MECHALI, Responsable Équipe Projet au sein de la division ARB¹.

Les échanges entre Flavien ANNO et le Secrétariat Exécutif ont été très riches et ont permis de compléter et de valider le programme des activités pour l'année 2018. Flavien ANNO a insisté sur la pérennisation des actions du réseau FAR et sur la nécessité de re-réfléchir son plan d'action au-delà des appuis apportés par l'AFD.

Flavien ANNO, Responsable du projet PARFAR: retour sur son parcours et ses priorités pour le réseau FAR



Flavien ANNO a forgé son expertise en matière d'ingénierie de formation agricole à travers les différents postes qu'il a occupés au Nord comme au Sud. Son parcours professionnel démontre d'une riche expérience

dans le domaine de la FAR. Au Cameroun, il fut Consultant en Ingénierie de formation puis Conseiller Technique en Ingénierie de Formation au sein du Pôle d'appui à la professionnalisation de l'enseignement supérieur en Afrique centrale (PAPESAC). Il a aussi occupé le poste de Chargé de mission Formation au sein du groupe de formation et de recherche « Gestion Environnementale des Écosystèmes et Forêts Tropicales » (GEEFT) à l'ENGREF de Montpellier. Durant trois ans, il fut aussi Chef du projet FSP « Appui à la Modernisation de l'Université Abdou

¹ Agriculture, développement Rural et Biodiversité

Moumouni de Niamey » et Conseiller du Recteur de l'Université Abdou Moumouni (UAM).

Flavien ANNO est aujourd'hui Responsable Équipe Projet au sein de la Division Éducation, Formation, Emploi (EDU) de l'AFD. **Il est notamment en charge de la supervision de l'exécution technique et financière du «Projet d'Appui au Réseau international pour la Formation Agricole et Rurale» (PARFAR).**

Il réitère sa volonté de faire émerger la question de la formation agricole et rurale comme une thématique phare à placer à l'agenda de tous les grands bailleurs ou partenaires au développement. Il insiste sur la nécessité de développer la relation partenariale existante avec le Réseau FAR, ainsi qu'avec l'ensemble des institutions d'enseignement, de recherche et d'expertise en France et à l'international.

Il souligne que les grands enjeux pour le Réseau FAR seront de (1) **développer son offre de service**, en lien avec la capitalisation des ressources, pour en faire bénéficier tous les acteurs de la FAR ; (2) **fédérer de plus en plus d'acteurs de la FAR à l'international** et s'assurer par là même du soutien de nombreux partenaires techniques et financiers ; (3) **accompagner le développement de programmes et projets concrets de développement de la FAR** dans les pays concernés, au plus proche des besoins du terrain.

Un stage de fin d'études AFD-Réseau FAR

L'AFD, L'Institut des Régions Chaudes de Montpellier SupAgro et le Réseau FAR s'associent en proposant un stage de fin d'études de niveau Ingénieur ou Master. Le ou la stagiaire aura pour mission principale de réaliser une analyse des processus de création et de rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale en cours dans les pays membres du réseau FAR, et d'en retirer des enseignements en termes de mode d'intervention. La capitalisation ainsi produite contribuera à réaliser des outils opérationnels sur la FAR, à consolider la note d'orientation sur le développement des formations agricoles et rurales de l'AFD et à alimenter une réflexion pour renforcer la pertinence des interventions de l'AFD et du réseau FAR international.

↓ Pour accéder à la fiche de stage, [Cliquez ICI](#)

Une dynamique en cours d'appui aux pays membres

Lors de l'Assemblée Générale du réseau FAR, certains pays membres (Guinée, Mali, Niger) ont sollicité le réseau FAR pour bénéficier d'un appui méthodologique et d'une expertise dans l'accompagnement des dynamiques des plateformes ou réseaux nationaux de FAR (RNFAR). Le Secrétariat Exécutif et des personnes-ressources membres du réseau FAR ayant déjà élaboré leur SNFAR se sont portés volontaires pour partager leurs expériences et questionnements aux pays. Certains ateliers de travail sont d'ailleurs déjà inscrits dans le calendrier 2018.

GUINÉE : aide à la finalisation de la SNFAR

En marge de l'Assemblée Générale du Réseau FAR tenue à Conakry en juillet 2017, il a été décidé que le réseau FAR accompagne la Guinée dans l'identification des étapes à franchir pour la finalisation de sa SNFAR. Il lui fournira un cadre méthodologique adapté. Cet appui sera apporté par une équipe de personnes-ressources du Réseau FAR à l'occasion d'un atelier de travail qui sera organisé par le METFPET et le réseau RAFARGUI, fin février 2018.

MALI et NIGER

Lors de l'AG du réseau international, les points focaux du Mali et du Niger au sein du réseau FAR ont exprimé leur souhait d'être accompagné dans la réalisation du diagnostic des dispositifs de FAR et d'être appuyés dans la mise en place de leurs plateformes nationales de FAR.

Le Secrétariat Exécutif du réseau FAR est en contact avec les points focaux de ces deux pays afin de prévoir l'organisation d'ateliers nationaux dans le courant de l'année 2018.

ACTUALITÉS DES PAYS MEMBRES ET PLATEFORMES

BURKINA FASO : une plateforme de formation agricole et rurale est née !

Dans le cadre du développement de la formation agricole et rurale (FAR), le Burkina Faso a entrepris une série de réformes et d'actions dans le but de mettre à la disposition du monde rural un capital humain qualifié et capable d'impulser le développement économique et social du pays.

Ainsi, le Ministère de l'Agriculture, en collaboration avec ses partenaires dont la GIZ/PDA à travers son programme d'appui à l'éducation et la formation professionnelle agricole (EFTPA/PDA/GIZ) a entrepris la mise en place de son **Réseau National de Formation Agricole et Rurale (RNFAR-BF)**.

Le processus de mise en place du RNFAR-BF s'est déroulé en trois étapes :

Étape 1 : élaboration du premier *draft* des textes statutaires du RNFAR-BF par un comité technique composé de cadres de l'administration, d'organisations de producteurs, d'écoles et centres de formation, et d'ONG et associations ;

Étape 2 : organisation d'un atelier de validation des textes statutaires proposés par le comité technique ;

Étape 3 : tenue de l'Assemblée Générale constitutive du RNFAR-BF. Elle a permis d'une part d'adopter les statuts et le règlement intérieur et d'autre part de mettre en place les organes de fonctionnement du RNFAR-BF.

L'Assemblée Générale constitutive qui s'est tenue le 6 décembre 2017 à Ouagadougou a regroupé plus d'une soixantaine de participants représentant toutes les catégories d'acteurs intervenant dans la formation agricole et rurale. Il est à noter que le RNFAR-BF comporte les organes de fonctionnement suivants : (i) l'Assemblée Générale, (ii) le Bureau exécutif, (iii) et le Comité de contrôle. Les membres du Bureau exécutif et du comité de contrôle sont élus pour un mandat de trois (3) ans, renouvelable une fois.

↓ Pour en savoir plus sur la composition de ces organes, [Cliquez ICI](#)



Le Bureau Exécutif du RNFAR-BF –
Crédit photo : Ousmane Kaboré

Au regard du rôle important du RNFAR-BF dans la promotion de la formation agricole et rurale, les acteurs impliqués souhaitent que celui-ci accompagne l'État dans son processus de rénovation du dispositif de la FAR.

Ousmane KABORE

Directeur des écoles et centres de formation
du Ministère de l'agriculture du Burkina Faso
Secrétaire du Réseau FAR
Contact : wendkabo@yahoo.fr

BURKINA FASO : les acteurs du Programme d'Appui au Développement Rural (PADER/GIZ) ont organisé un atelier au Cameroun

Au Burkina Faso, le Programme d'Appui au Développement Rural (PADER/GIZ) dans la mise en œuvre de sa composante « Formation Professionnelle Agro-Pastorale » (FPAP) s'est engagé dans un processus de co-construction d'un modèle opérationnel et d'outils consensuels de formation. C'est à ce titre qu'il s'emploie à développer **une synergie d'actions entre les ministères sectoriels**, les organisations professionnelles, les structures de formation et programmes d'appui à la formation professionnelle.



Photo de famille des participants de l'atelier –
Crédit photo : Abdoulaye Yéyé

C'est dans le cadre de l'opérationnalisation de cette dynamique de co-construction que le PADER/GIZ a organisé un atelier à Yaoundé les 8 et 9 novembre 2017, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) et le Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) du Cameroun. L'atelier portait **sur le processus d'introduction/harmonisation de l'approche par compétences dans le système de formation professionnelle agropastorale.**

Cet atelier dont la cérémonie d'ouverture des travaux a été présidée par Madame le Ministre délégué auprès du MINADER avait pour objectifs : (i) d'initier la concertation entre les acteurs pour entamer la gouvernance de la formation professionnelle agropastorale (FPAP), (ii) harmoniser les compréhensions sur l'approche par compétences (APC), (iii) engager la réflexion pour la mise en place d'un comité technique chargé de suivre et de valider les curricula à élaborer, (iv) élaborer une feuille de route pour les processus d'élaboration de référentiels des nouveaux curricula à développer.

Cette rencontre a rassemblé 56 participants au total, venant de structures diversifiées : représentants des différents ministères², délégués régionaux de ces ministères, directeurs des écoles et centres de formation, OP, entreprises de transformation, cadres du programme AFOP³, responsables des projets et programmes de la GIZ ainsi que les consultants et des personnes-ressources.

Au terme des deux jours d'atelier, les résultats suivants ont été atteints :

- Un comité technique national *ad hoc* chargé du suivi de l'élaboration et de la validation des référentiels a été mis en place, et sa mission en tant que structure transitoire a été définie ;

² MINADER, MINEPIA, MINEFOP (Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle), MINEPAT (Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire)

³ Programme d'Appui à la Formation Professionnelle Agropastorale

- Une feuille de route précisant les responsabilités des différents acteurs pour la suite du processus a été élaborée.

Abdoulaye YEYE

Ingénieur Conseil Formation
Coordonnateur national du Projet Éducation
et Formation Technique
Professionnelle Agricole (EFTPA)/GIZ/NEPAD/PDDAA
Programme Développement de l'Agriculture (GIZ/PDA)
Point focal du Burkina Faso au sein du Réseau FAR
Contact : abdoulaye.yeye@giz.de

TOGO : les femmes à l'honneur dans le projet d'appui à l'Éducation et à la Formation Technique Professionnelle Agricole (EFTP-A)

Après une phase pilote de deux ans (mai 2014-octobre 2016), **le Togo a lancé depuis peu son projet EFTP-A II.** Axé sur l'approche genre et le développement des femmes, il a pour principal objectif le « **développement des compétences et l'éducation professionnelle en Agriculture** ».

Au Togo, comme dans bon nombre de ses pays voisins, le constat est amer à ce sujet. Dans le secteur primaire, les femmes jouent un rôle considérable dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. En raison des obstacles socioculturels existants, elles n'ont cependant que très peu accès aux possibilités de se former.

Le projet EFTPA-II se donne donc comme principale mission d'agir en faveur du développement des compétences des femmes en agriculture, en mettant l'accent sur les chaînes de valeur axées sur le marché du travail et les revenus.

Le projet a défini son groupe cible selon trois grands profils : i) les femmes qui suivent déjà une formation professionnelle formelle ; ii) les petites agricultrices sans accès à une formation formelle ou non formelle ; iii) les petites et micro-entrepreneures.

Le projet **EFTP-A II** prévoit de faire la promotion de l'enseignement et de la formation professionnelle technique pour les femmes.



L'enjeu est de leur garantir une formation inclusive, orientée vers le marché du travail et rehaussant leurs revenus. L'approche « **ATVET Women** » (Agricultural Technical Vocational Education and Training for Women) développée par le **NEPAD** a été utilisée pour guider les composantes du projet EFTP-A II. Cette approche met l'accent sur des formations non formelles et flexibles et prend en compte les divers rôles et besoins des femmes dans la société et dans leurs pays. Au Togo, cette approche a permis d'identifier les chaînes de valeur prioritaires que sont le riz et l'aquaculture. Le projet a identifié comme porteurs pour les jeunes femmes treize métiers autour du riz et sept métiers en lien avec l'aquaculture.

Ce projet est aussi développé au-delà du Togo, dans cinq autres pays (Kenya, Malawi, Ghana, Benin, Burkina Faso) où des chaînes de valeur prioritaires et spécifiques à chaque pays sont identifiées.

Jacques Agbényigan AYITE,
Agroéconomiste, Chef de section « Promotion de l'organisation professionnelle de la formation et de la diffusion des techniques » au sein du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'Hydraulique du Togo
Point focal Togo du Réseau FAR
Chargé de mission Réseau FAR pour la sous-région Bénin, Burkina Faso, Niger, Togo
Contact : ayite01@yahoo.fr

CAMEROUN : Participation du Président du Réseau FAR à la réunion de Prévention des Crises Alimentaires au Bénin



En sa double qualité de Président du Réseau FAR et de Coordonnateur du programme AFOP, M.



Pierre Blaise ANGO au Bénin
- Crédit photo : PB. Ango

Pierre-Blaise ANGO a été invité à participer à la Réunion de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) les 4 et 5 décembre 2017 à Cotonou au Bénin. Cette réunion, la 33^{ème} du genre, organisée par le Secrétariat exécutif du **CILSS** et le Secrétariat du **Club**

du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) a été accueillie par la République du Bénin, sous le haut patronage de la CEDEAO et de l'UEMOA. Elle avait pour objectif de faire le bilan de la campagne agro-sylvo-pastorale 2017-2018, d'analyser la situation alimentaire et nutritionnelle et d'élaborer des mesures concrètes à prendre pour faire face à toute éventuelle crise.

Comme l'a souligné M. François Xavier DE DONNEA, Président du CSAO à l'ouverture de travaux, la réalité du bilan alimentaire et nutritionnel est la même, bien qu'elle varie en fonction de l'intensité d'un pays à un autre de la zone. Des foyers de tension existent dans la zone et méritent une attention particulière.

Pour juguler ces crises, le secteur agricole a été, une fois de plus, présenté comme le secteur porteur d'employabilité et de productivité pour résoudre de manière durable l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

La deuxième journée était consacrée aux solutions concrètes à travers 2 panels : le premier portait sur le passage « de la théorie à

l'action - mettre en œuvre une approche territoriale » et le second sur « Agriculture, alimentation et emploi ». Ce dernier a donné l'occasion au Président du Réseau FAR de montrer comment la formation agricole et rurale peut contribuer fortement, à travers le renforcement du capital humain, à améliorer l'insertion des jeunes dans le secteur agricole et rural.

Cependant, de nombreuses difficultés doivent être maîtrisées pour que cette option soit efficace :

- Le manque de coordination technique et financière d'initiatives qui pleuvent dans la zone, en termes de formation très souvent présentées comme des « *fast track* » qui adressent des thématiques et ne sont pas forcément structurantes en termes de dispositif ;
- Le manque de facilités apportées par les services publics pour résoudre les contraintes liées au foncier et au capital financier pour accompagner les jeunes dans leurs initiatives ;
- Les différents clichés qui caractérisent d'une part les jeunes et d'autre part le secteur agricole diminuant l'attractivité du secteur agricole comme vecteur et réceptacle pour l'emploi des jeunes. Cette option reste et demeure l'un des créneaux potentiellement source d'action et d'innovations pour résoudre la problématique de la pauvreté, et par ricochet la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays au Sud du Sahara.

Pierre Blaise ANGO

Président du Réseau International FAR
Coordonnateur National du programme C2D-AFOP
Contact : angopb@yahoo.fr

COTE D'IVOIRE: l'École Supérieure d'Agronomie de l'INPHB au forum du GID

L'École Supérieure d'Agronomie (ESA) de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët Boigny (INPHB) de Côte d'Ivoire est reconnue depuis plus de cinquante ans dans la formation des cadres en sciences agronomiques. Avec l'appui de Montpellier

SupAgro, elle a entrepris d'importantes réformes institutionnelles et pédagogiques afin de répondre aux défis du développement agricole dans le pays.

La Côte d'Ivoire, comme de nombreux pays voisins, fait face à une pression démographique et urbaine sans précédent et à un chômage important des jeunes. Face à cela, les possibilités d'emploi semblent se restreindre dans de nombreux secteurs : emploi saturé au sein des structures publiques et privées, taux de mortalité des entreprises naissantes encore trop élevé, etc. Face à ce constat, le monde agricole offre de nombreuses opportunités en matière d'auto-emploi et de création d'entreprises. Il pâtit cependant de son manque d'attractivité auprès des jeunes, notamment du fait d'une formation agricole en inadéquation avec la demande sociale (création d'entreprises innovantes et durables, génératrices d'emplois dans le secteur agricole).

Pour adapter d'avantage son dispositif de formation à la demande des acteurs du territoire et créer de l'emploi, l'École Supérieure d'Agronomie (ESA) de l'INPHB change en profondeur son dispositif de formation. Ces réformes ont tout d'abord permis d'**élargir le spectre de formations** dispensées à l'ESA (formations diplômantes allant du BAC + 3 au BAC +6, formations qualifiantes pour des Entrepreneurs Agricoles à travers un incubateur d'entreprise agricole, etc.), et de **décloisonner les emplois**. Ainsi, les diplômés peuvent désormais s'orienter indifféremment vers les emplois salariés publics et privés ou vers l'auto-emploi.

L'École Supérieure d'Agronomie de l'INPHB mène aussi des actions de plaidoyer auprès des institutions nationales et internationales, comme ce fut le cas dans la capitale en novembre dernier. À l'occasion du Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA) d'Abidjan, le GID (le Groupe Interacadémique pour le Développement) a organisé du 20 au 21 novembre 2017 un **Forum d'échanges pour l'amélioration de l'emploi des jeunes dans l'agriculture en Afrique subsaharienne**. Cet événement était organisé en collaboration avec l'Académie

d'Agriculture de France et les Académies africaines et françaises membres et partenaires du GID. Il constituait l'une des étapes de la mise en œuvre du **programme GID-Fast Dev Agri**, lancé par le Ministre français de l'agriculture en mars 2017 à Paris.



Participants du Forum d'échanges du Programme GID-FastDev Agri
- Crédit photo : GID

L'entrepreneuriat était au centre de ce forum, au cours duquel 14 témoignages de réussites agricoles africaines ont été présentés par leurs jeunes promoteurs, originaires de 8 pays (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Cameroun, Maurice), allant de la petite production au champ, à la seconde transformation de produits agricoles. Trois tables rondes ont permis de focaliser des premières réflexions sur les obstacles à la réalisation de ces entreprises : l'accès au financement, les structures de formation et l'utilisation des TIC (e-agriculture).

La manifestation, à laquelle ont participé plus d'une centaine de professionnels et de jeunes entrepreneurs africains, a bénéficié d'une large couverture de presse tant au niveau international que local. L'objectif était d'inspirer les jeunes Africains qui ont tendance à sous-estimer l'intérêt de la profession d'agriculteur, et de susciter des vocations.

↓ [Pour en savoir plus sur cet événement, cliquez ICI](#)

Siaka KONE
Directeur de l'École Supérieure d'Agronomie (ESA) de l'INPHB
Vice-Président du réseau FARCI (Côte d'Ivoire)
Contact : ksiakawole@gmail.com

À LIRE, À VOIR

Atlas of migration in South Sahara



Rural Africa in motion - Dynamics and drivers of migration South of the Sahara - CIRAD, FAO, 2017, 60 p.

This *Atlas Rural Africa in motion* is produced in a context where the challenges associated with large movements of refugees and migrants risk to mask the benefits of migration and its positive aspects. It is important to restate that migration is part of the development process and, as such, migrants have shaped the world we live in. The idea of this Atlas, resulting from the continued and fruitful collaboration between FAO and CIRAD, stems exactly from the need of new analytical tools that can improve our understanding of the complex and heterogeneous patterns and drivers of migration, helping us shape more coordinated and coherent actions. It aims at providing a stimulating overview on migrations dynamics and drivers in sub-Saharan Africa which will feed the policy debate between local stakeholders, governments and the international community.

↓ To download the file in English, [click HERE](#)

Productivité du travail agricole et disparités géographiques

ARTICLE DE BLOG

« **Productivité du travail agricole : les écarts se creusent entre l'Europe et l'Afrique** », DEBAR. J.C, Fondation FARM, décembre 2017, 6 p.

Un actif agricole en Europe produit en moyenne 36 fois plus, en valeur, qu'en

Afrique subsaharienne et 7 fois plus qu'en Afrique du Nord. Depuis vingt ans, ces écarts ont augmenté. Ils justifient le maintien, en Afrique, de protections à l'importation sur les produits agricoles dans les Accords de partenariat économiques en cours de construction entre l'Union européenne et les pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique.

↓ [Pour lire l'article du Blog FARM, cliquez ICI](#)

Territoires et emploi en Afrique subsaharienne



REVUE
« Imaginer l'avenir des territoires pour relever les défis de la démographie et de l'emploi en Afrique subsaharienne », Perspective, CIRAD, novembre 2017, 4 p.

En Afrique subsaharienne, l'ampleur du défi démographique impose d'anticiper les objectifs à atteindre à l'horizon de la prochaine génération, et ce dans tous les secteurs d'activité. Nous proposons une méthode opérationnelle que les décideurs et les acteurs des territoires ruraux peuvent mettre en place pour imaginer le futur et élaborer leur stratégie de développement. Cette méthode de prospective territoriale combine un diagnostic des dynamiques locales passées, une projection de la population du territoire à 20 ans et un travail de prospective participative. Elle permet de réfléchir collectivement à des trajectoires soutenables et elle offre un cadre pour suivre et piloter l'action publique territoriale.

↓ [Pour lire l'article, Cliquez ICI](#)

Femmes et innovations en Agriculture



REVUE
« Women driving agricultural innovation », Spore, déc. 2017 - févr. 2018, 48 p.

In this edition of Spore, the Value Chains article examines the success of Pacific entrepreneurs in one such new market– natural beauty. The innovative entrepreneurs working with farmers to produce natural soaps, oils and lotions in the Pacific are predominantly women. To investigate the key drivers of success for such women entrepreneurs, the Dossier Analysis, Interview and Field Reports examine the cases of different women-led agribusinesses and the organizations that have supported them. It is crucial for economic growth and food security that women and youth are encouraged and supported to engage in the agricultural sector. The high-level panel on Promoting youth agri-entrepreneurship in the Pacific– organized by CTA and partners at the PWA – emphasized the necessity of investing in programs like CTA's Pitch AgriHack initiative, which promote youth entrepreneurship in agriculture. The Trends article in this edition highlights the potential of these 'future farmers', who are harnessing technology to transform agriculture.

↓ Read the magazine [HERE](#)

Analyse des Politiques agricoles et alimentaires

RAPPORT

Journées d'études IRAM « **Pour une analyse des politiques agricoles et alimentaires par leur processus d'élaboration et de mise en œuvre** »,



IRAM, juin 2017, 32 p.

Par cette publication, il a été choisi d'approfondir les différentes thématiques débattues lors de la journée. Cette synthèse se base donc sur les contributions des intervenants et des participants, ainsi que sur des cadres théoriques et sur des débats internes ayant précédé ou suivi la journée. Elle constitue un lien entre le travail d'analyse engagé pour la préparation de la journée d'études et un chantier de plus longue haleine au sein de l'IRAM sur les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques agricoles, qui débouchera probablement sur une seconde publication. Cette synthèse est organisée selon six parties. Les trois premières reprennent les thématiques abordées lors de la journée d'études en se référant à une approche de l'analyse des politiques publiques distinguant les acteurs et leurs intérêts (I), les idées et référentiels (II) et les institutions ou règles (III) structurant l'élaboration des politiques ; ensuite, après une discussion sur la recomposition du rôles des acteurs publics et privés dans ce processus de construction de l'action publique (IV) et un retour théorique (V), une conclusion suggère des pistes de travail pour l'IRAM et ses partenaires (VI).

↓ [Lire le rapport ICI](#)

Carbone et sols africains



de *SciDev.Net.*
<https://www.scidev.net>

ARTICLE

« Le carbone des sols africains, un atout pour la résilience », *desk Afrique anglophone* disponible sur 06 décembre 2017

L'étude, publiée dans la revue *Nature* le 14 novembre 2017, montre que des approches telles que l'ajout de fumier, le paillage, le labour de conservation, la gestion de la fertilité des sols, l'agroforesterie et le pâturage rotatif aident les sols à absorber le carbone de l'atmosphère, un processus appelé séquestration. Rolf Sommer, co-auteur de l'étude, explique que l'objectif des chercheurs était de quantifier le potentiel de

séquestration du carbone des sols des terres cultivées, à l'échelle mondiale.

↓ Pour lire l'article, [cliquez ici](#).

ACTUALITÉS



MOOC AGROÉCOLOGIE – Montpellier SupAgro

Le MOOC Agroécologie mis en place par Montpellier SupAgro est de retour pour sa troisième édition. Ce MOOC permet de découvrir ce qu'est l'agroécologie, quelles en sont les différentes approches, comment elles se traduisent dans des pratiques agricoles et dans la transition agroécologique. Dans une dynamique de formation participative, appuyé sur la diversité sociale et géographique des acteurs, le MOOC propose de construire une approche de l'agroécologie à l'interface entre sciences agronomiques, écologie et sciences sociales.

Fin des inscriptions : 21 février 2018

Début des cours : 02 février 2018 (4h/ semaine)

▶ [Pour découvrir les enseignants, contenus et la vidéo de présentation du MOOC. Cliquez ICI](#)

↓ [Pour vous inscrire aux cours du MOOC, cliquez ICI](#)

À L'AGENDA INTERNATIONAL



COLLOQUE INTERNATIONAL

La Chaire UNESCO Alimentations du monde organise son

7^{ème} colloque annuel à Montpellier SupAgro le vendredi 02 février 2018. Cette année, la thématique s'articule autour « des aliments voyageurs ».

↓ [Cliquer ICI pour avoir davantage d'informations](#)



SEMINAIRE INTERNATIONAL

Migrations et Agriculture en méditerranée (et au-delà) qui aura lieu les 15 et 16 Mars 2018 au Mucem à Marseille (France)

Sujet : « *Travailler, produire et vivre dans le système alimentaire globalisé* ».

↓ Pour plus d'informations et voir l'appel à contributions, [cliquer ICI](#)

OFFRES D'EMPLOI ET OPPORTUNITÉS



STAGE

L'AFD et le Réseau FAR recrutent un stagiaire de fin d'étude (Niveau Ingénieur/Master)

Le ou la stagiaire aura pour mission principale de réaliser une analyse des processus de création et de rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale en cours dans les pays membres du réseau FAR et d'en retirer des enseignements en termes de mode d'intervention.

↓ [Voir la fiche de stage et les modalités de candidature en Cliquant ICI](#)

VSI (Volontariat de Solidarité Internationale)



L'ONG RONGEAD propose un VSI de 12 mois renouvelables au Burkina Faso sur la filière sésame.

↓ [Pour consulter l'offre, cliquer ICI](#)

APPEL À PROJETS



SEED Fondation lance son appel à projets annuel

(14 décembre au 05 février 2018)

Cette année, les projets en lien avec la thématique suivante seront éligibles : valoriser les produits locaux des terroirs africains (que ce soit un savoir-faire, un produit du terroir, une pratique agricole...) et optimiser leur mode de gestion.

↓ [Pour en savoir plus et s'informer sur les conditions d'éligibilité, cliquer ICI](#)



Les membres du Secrétariat Exécutif et du Bureau du Réseau International FAR vous souhaitent de très bonnes fêtes de fin d'année! ☆☆☆